



**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant enregistrement d'une blanchisserie
implantée au rond-point de Girac à SAINT-MICHEL
exploitée par le GCS Blanchisserie et Logistique de Charente
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.211-1, L.511-1, L.512-7 à L.512-7-7 et R.512-46-1 à R.512-46-30 ;
- Vu** la directive n° 2011/92/UE du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux blanchisseries relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique n°2340 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 février 2020 définissant les conditions d'exemption aux obligations d'intégrer un procédé de production d'énergies renouvelable pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 9 mai 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente ;
- Vu** le plan local d'urbanisme intercommunal de Grand Angoulême ;
- Vu** la demande déposée le 6 février 2025 par le GCS Blanchisserie et Logistique de Charente, dont le siège social est situé au Rond-Point de Girac CS 55015 Saint-Michel 16959 ANGOULÊME, pour l'enregistrement d'une blanchisserie sur le territoire de la commune de Saint-Michel ;
- Vu** le dossier technique annexé à la demande du 6 février 2025 susvisée, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel susvisé dont l'aménagement n'est pas sollicité ;
- Vu** les compléments apportés au dossier transmis le 7 mai 2025 suite à une demande de compléments du service instructeur ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 mars 2025 fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public pour les communes de Saint-Michel, La Couronne et Angoulême ;
- Vu** l'absence d'observation du public recueillie entre le 14 avril 2025, date d'ouverture, et le 16 mai 2025 inclus, date de fin de la consultation publique ;
- Vu** la proposition de l'exploitant, propriétaire du site, sur l'usage futur du site ; retenu comme étant industriel ;
- Vu** l'avis favorable du maire de Saint-Michel sur la proposition d'usage futur du site en date du 3 février 2025 ;
- Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 25 juin 2025 en application de l'article R.512-46-16 du code de l'environnement ;
- Vu** la communication au pétitionnaire du projet d'arrêté préfectoral conformément aux dispositions de l'article R.512-46-17 du code de l'environnement ;
- Vu** la réponse et les commentaires en date du 1^{er} juillet 2025 du pétitionnaire ;

Considérant que la demande d'enregistrement justifie du respect des prescriptions générales de l'arrêté de prescriptions générales susvisé et que le respect de celles-ci suffit à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et, le cas échéant, à l'article L.211-1 du même code ;

Considérant que les circonstances locales nécessitent de fixer les prescriptions particulières suivantes en vue de la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en particulier :

- interdire toute installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments, ou partie des bâtiments, où des liquides inflammables ou produits à risques équivalents, sont présents ;
- rappeler que les dispositions de sécurité de l'arrêté du 5 février 2020 définissant les conditions d'exemption aux obligations d'intégrer un procédé de production d'énergies renouvelables ou un système de végétalisation prévues par le code de la construction et de l'habitation pour les installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables aux équipements photovoltaïques prévus en toiture du bâtiment de la blanchisserie ;
- établir et mettre à disposition de l'inspection des installations classées et des pompiers les documents justifiant de la conformité de l'installation de panneaux photovoltaïques placés en toiture du bâtiment de la blanchisserie ;

Considérant que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à un usage de type industriel, lié au Centre Hospitalier d'Angoulême ;

Considérant la localisation du projet :

- en dehors de toute zone naturelle remarquable protégée ou répertoriée dans le cadre d'inventaires écologique, faunistique et floristique ;
- au sein d'une zone UE destinée à accueillir des projets à vocation d'équipement d'intérêt collectif ;

Considérant l'absence des effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, installations, ouvrages ou travaux existants et/ou approuvés dans cette zone ;

Considérant que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011 susvisée, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale ;

Considérant que le demandeur ne sollicite aucun aménagement, dans sa demande d'enregistrement, par rapport aux prescriptions générales applicables de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 susvisé ;

Considérant, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu d'instruire la demande selon les règles de procédure de l'autorisation environnementale ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'enregistrement sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département de la Charente ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTÉE, CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT, DURÉE, PÉREMPTION

Les installations du GCS Blanchisserie et Logistique de Charente, inscrite au répertoire SIRET sous le numéro 13000733900018, dont le siège social est situé Rond-Point de Girac CS 55015 Saint-Michel 16959 ANGOULÊME, faisant l'objet de la demande susvisée, sont enregistrées.

Ces installations sont localisées sur le territoire de la commune de Saint-Michel, rond-point de Girac. Elles sont détaillées au tableau de l'article 1.2.1 du présent arrêté.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois

ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.2. NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique Alinéa	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques	Régime *
2340	Blanchisserie, laverie de linge à l'exclusion du nettoyage à sec visé par la rubrique 2345 La capacité de lavage de linge étant : 1) supérieure à 5 t/j	Capacité de lavage du linge : 15 tonnes par jour	E

* Régime : E (Enregistrement)

ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU (IOTA)

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume	Régime *
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2) Supérieure à 1ha, mais inférieure à 20 ha - (D)	La superficie interceptée par le projet est de 1,85 ha	D

* Régime : D (Déclaration)

ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations enregistrées sont situées sur la commune, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
SAINT-MICHEL	Section AE, parcelle 187	Girac

Les installations mentionnées aux articles 1.2.1 et 1.2.2 du présent arrêté sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE .1 CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ AU DOSSIER D'ENREGISTREMENT

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 6 février 2025 susvisée.

Elles respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales applicables susvisé complétées par le présent arrêté suivant les dispositions du titre 2.

CHAPITRE 1.4. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

ARTICLE 1.4.1. MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état suivant le descriptif de la demande d'enregistrement, pour un usage de type industriel.

CHAPITRE 1.5. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

ARTICLE 1.5.1. ARRÊTÉ MINISTÉRIEL DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

S'appliquent à l'établissement les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

- arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux blanchisseries soumis à la rubrique 2340 ;
- arrêté ministériel du 5 février 2020 définissant les conditions d'exemption aux obligations d'intégrer un procédé de production d'énergies renouvelable pour les installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 1.5.2. ARRÊTÉS MINISTÉRIELS DE PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES, COMPLÉMENTS DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions générales qui s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées par celles du Titre 2 « *Prescriptions particulières* » du présent arrêté.

TITRE 2. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1. COMPLÉMENTS AUX PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES - PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES IMPLANTÉS EN TOITURE DU BÂTIMENT DE LA BLANCHISSERIE

ARTICLE 2.1.1. DISPOSITIONS TECHNIQUES

Les prescriptions techniques de l'arrêté ministériel du 5 février 2020 susvisé sont applicables à l'installation de lavage de linge équipée de panneaux photovoltaïques en toiture, notamment les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel relatives à la sécurité et à la prévention des risques.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et du service d'incendie et de secours les documents justifiant de la conformité de l'installation de production d'électricité par énergie photovoltaïque vis-à-vis de l'ensemble des dispositions de ladite annexe I.

Sont, notamment, établis et mis à disposition :

- les attestations de conformité des panneaux photovoltaïques aux normes énoncées au point 14.3 des guides UTE C 15-712 version de juillet 2013, délivrées par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permettent de répondre à cette exigence ;
- l'attestation de qualification ou de certification de service de l'entreprise réalisant ces travaux, délivrée par un organisme certificateur accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), permet de répondre à cette exigence ;
- un plan schématique de l'unité de production photovoltaïque apposé à proximité de l'organe général de coupure et de protection du circuit de production, en vue de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 2.1.2. PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Toute installation de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments, ou partie des bâtiments, où des liquides inflammables ou produits à risques équivalents sont présents, est interdit. La blanchisserie est strictement conçue pour des opérations de nettoyage à l'eau. En conséquence, l'utilisation de produits inflammables dans le cadre d'opérations de nettoyage à sec y est formellement interdite.

Le site doit disposer des équipements de lutte contre l'incendie suivants, maintenus en parfait état de fonctionnement :

- un poteau incendie, implanté en limite sud-ouest de la parcelle, raccordé à un réseau d'adduction d'eau conforme à la réglementation en vigueur ;

- une bâche souple d'une capacité minimale de 260 m³, implantée en limite sud-est de la parcelle, équipée d'une crépine de pompage destinée à l'alimentation des moyens du service départemental d'incendie et de secours (SDIS).

Ces équipements doivent être librement accessibles à tout moment, signalés de manière visible, et tenus dégagés de tout obstacle. La conformité de ces dispositifs doit être validée par un rapport d'essai ou une attestation du SDIS compétent, transmis à l'inspection des installations classées.

L'établissement doit être équipé d'un bassin de rétention étanche d'une capacité minimale de 450 m³, destiné à recueillir les eaux d'extinction en cas de sinistre.

Ce bassin devra comporter, en aval :

- un ouvrage de régulation permettant de contrôler le débit de rejet des eaux collectées vers le milieu naturel ou le réseau d'assainissement, conformément aux prescriptions environnementales en vigueur ;
- une vanne de sectionnement, permettant de neutraliser totalement les rejets en cas de pollution avérée ou suspectée, notamment lors d'un incendie.

L'ensemble du dispositif devra être maintenu en bon état de fonctionnement, faire l'objet d'une vérification régulière (au minimum annuelle), et être accessible pour toute intervention de contrôle ou de maintenance.

TITRE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

ARTICLE 3.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3.2. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (article L. 514-6 du code de l'environnement)

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers (86) :

1°- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36 du même code, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 3.3. PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de St Michel et peut y être consultée ;

2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de St Michel pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application notamment de l'article R.512-46-12, à savoir les communes de St Michel, La Couronne et Angoulême ;

4° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 3.4. EXÉCUTION – AMPLIATION

Le présent arrêté est notifié au GCS Blanchisserie et Logistique de Charente.

Ampliation en est adressée à :

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture du département de la Charente,
- Madame le Maire de la commune de St Michel,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le

- 2 JUIL. 2025

P/La préfète et par délégation,

Le secrétaire général,



Jean-Charles JOBART